



Banques et assurances en Suisse

Analyse de l'importance économique du secteur financier Suisse

Étude sur mandat de

l'Association suisse des banquiers (ASB) et de

l'Association Suisse d'Assurances (ASA).



Table des Matières

L'essentiel en bref.....	4
L'Évolution du secteur financier en 2016.....	6
L'année 2016 comparée à l'évolution à long terme.....	9
Comparatif entre branches et pays pour le secteur financier.....	11
Évolution structurelle du secteur financier.....	13
Contribution à la croissance et importance indirecte du secteur financier.....	15
Évolutions à court et moyen terme du secteur financier.....	17
Les technologies financières et d'assurance se développent rapidement.....	19
Informations d'arrière-plan sur l'étude.....	23

Auteurs:

Dr Stephan Vaterlaus

Dr Yves Schneider

Delia Meyer

Polynomics SA est une société par actions indépendante conformément au code des obligations suisse. Les copies du présent rapport sont autorisées en mentionnant la source «Banques et assurances en Suisse» ainsi que la date de création correspondante.

Polynomics SA a réalisé les calculs dans le cadre du présent rapport avec la minutie requise et en tenant compte des critères scientifiques applicables. Elle décline toutefois toute responsabilité concernant l'exactitude, la précision, la fiabilité et l'exhaustivité de ces calculs. Elle n'assume pas non plus la responsabilité des manquements subis directement ou indirectement suite à l'utilisation des indications données dans le présent rapport.

29 novembre 2017

L'essentiel en bref

Le secteur financier, un pilier économique important

Avec une valeur ajoutée brute nominale de près de CHF 60 milliards en 2016, le secteur financier reste un pilier économique essentiel en Suisse, malgré un contexte en profonde mutation et exigeant. La participation du secteur financier au produit intérieur brut total de la Suisse s'élevait ainsi à environ 9,5% en 2016, une valeur supérieure à la moyenne si on la compare à celle des pays voisins ou du Royaume-Uni.

Le secteur financier traverse actuellement une période de transition dynamique pour s'adapter aux évolutions rapides de l'économie et de la technologie. Au cours des dernières années, le secteur des assurances a consigné des taux de croissance de la valeur ajoutée brute supérieurs à ceux du secteur bancaire. Avec CHF 30,3 milliards l'an passé, la valeur ajoutée brute générée par les banques reste toutefois encore au-dessus de celle des assurances (CHF 29,5 milliards).

L'importance du secteur financier ne peut pas être réduite à sa seule contribution à la valeur ajoutée. Avec plus de 210 000 emplois en équivalents temps plein, 5,6% de tous les actifs en Suisse (hors secteur primaire) travaillent dans le secteur financier. Deux tiers d'entre eux sont embauchés dans la branche bancaire. Le secteur financier a également été à l'origine de près de CHF 14,5 milliards de recettes fiscales en 2016, soit un bon dixième des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes.

Les entreprises du secteur bancaire et des assurances influencent aussi le développement économique d'autres secteurs en achetant des prestations en amont (effets indirects). La valeur ajoutée supplémentaire induite par le secteur financier s'élevait à CHF 21,7 milliards. La valeur ajoutée brute générée auprès des sous-traitants du marché financier a ainsi profité à près de 230 000 employés (en équivalents temps plein) qui ont réglé CHF 2,6 milliards d'impôts. En résumé, près de 12% de tous les emplois (en équivalents temps plein) de Suisse et 12,6% des recettes fiscales de la Confédération sont donc liés aux activités du secteur financier.

En 2016, les grands défis que représentent les intérêts négatifs, la numérisation et l'augmentation de la compétitivité se sont manifestés par une baisse de trois pour cent de la valeur ajoutée brute réelle. Le secteur bancaire a été particulièrement touché par les changements. Le secteur des assurances, qui s'était

distingué par une croissance continue et supérieure à la moyenne suisse au cours des dernières années, a stagné en 2016 en ce qui concerne la valeur ajoutée brute.

L'environnement exigeant a eu des répercussions légèrement négatives sur le marché du travail en 2016, avec une réduction du taux d'emploi (-1%) aussi bien dans le secteur bancaire que dans celui des assurances.

Des prévisions prudemment optimistes pour l'avenir

Les derniers indicateurs comme par exemple les estimations trimestrielles du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) laissent entrevoir un développement positif de la tendance pour le secteur financier en ce qui concerne l'évolution de la valeur ajoutée. Pour le secteur financier, le SECO consigne une croissance réelle de près de 2,2% pour le deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année passée.

Cette évolution positive devrait perdurer dans un avenir proche. L'enquête consensuelle menée par Polynomics à l'été 2017 auprès d'experts du secteur bancaire et des assurances montre en effet que les efforts de la branche porteront leurs fruits après quelques trimestres de baisse de la valeur ajoutée. Pour les 12 mois à venir, les personnes interrogées prévoient une croissance moyenne de la valeur ajoutée brute réelle de 1,2% pour le secteur financier. Pour le secteur bancaire (+0,2%), cette croissance devrait être plus modeste que pour le secteur des assurances (+2,3%). Cette estimation prudemment optimiste pour l'avenir proche est également justifiée par une évolution réjouissante des bénéfices selon les experts. Concernant le développement de l'emploi, ils tablent sur une baisse de près de 0,7%. À moyen terme, les experts envisagent une croissance de l'emploi inférieure à celle des cinq dernières années pour le secteur des assurances. Pour le secteur bancaire, ces estimations sont moins nettes. En moyenne, les experts du marché financier estiment cependant que les courbes seront proches de celles des cinq dernières années.

Renforcement de la branche par des technologies financières

Dans le domaine des technologies financières et d'assurance notamment, la numérisation ouvre de nouvelles opportunités aux banques et assurances afin qu'elles optimisent leurs processus commerciaux et proposent de nouvelles prestations. Pour deux tiers d'entre eux, les participants à l'enquête pensent que le conseil classique au client dans le secteur financier perdra en importance, mais que le besoin de contact personnel freinera la dynamique de ce changement.

Selon l'enquête, si les nouvelles tendances comme le RoboAdvice, l'intelligence artificielle, les capteurs ou encore les analyses de données vont effectivement modifier les relations qu'entretiennent les banques et assurances avec leurs clients, ce sont avant tout les établissements financiers déjà bien établis qui en tireront parti.

Les experts interrogés pensent que la branche engagera une concentration. Premièrement parce que les nouvelles entreprises des secteurs des technologies financières et d'assurance concluront davantage de partenariats avec des sociétés établies et seront rachetées par ces dernières, deuxièmement en raison de la désintégration de la chaîne de valeur ajoutée et de la spécialisation qui en résulte et troisièmement par le renforcement des coopérations en raison des investissements impliqués par l'analyse accrue des

données et les économies d'échelle associées. Selon l'avis des experts, il faut que les entreprises établies se penchent au plus tôt sur les nouvelles technologies afin de répondre aux besoins du marché.

Les conditions-cadres sont essentielles pour le déploiement des technologies financières et d'assurance

La numérisation et la création associée de nouveaux arrivants sur le marché, la rupture des chaînes de valeur ajoutée ainsi que l'accroissement de l'externalisation sont de nouveaux points clés qui devront faire l'objet d'une réglementation à l'avenir. Suite aux nouvelles opportunités associées aux big data, il faudra par exemple procéder à des ajustements de la protection actuelle des données clients. En fonction de la manière dont ces réglementations seront établies en Suisse et à l'international, leur impact sur le secteur financier suisse sera soit positif, soit négatif. La plupart des experts interrogés sont d'avis que les réglementations en matière de protection des données et cybercriminalité joueront un rôle essentiel à l'avenir.

En ce qui concerne les facteurs de site, c'est la disponibilité de collaborateurs hautement qualifiés et la stabilité politique qui feront la différence. La proximité avec des entreprises informatiques innovantes notamment devrait gagner en poids.

Tableau 1: l'importance du secteur financier suisse 2016

	Effet direct	Effet dans les autres branches	Total
Valeur ajoutée brute en milliards CHF	59.8	21.7	81.5
dont banques	30.3	15.0	45.3
dont assurances	29.5	6.7	36.2
Employés en milliers d'équivalents temps plein	213.6	235.8	449.4
dont banques	143.7	166.2	309.9
dont assurances	69.9	69.6	139.5
Impôts en milliards CHF	14.5	2.6	17.1
dont impôts directs	7.5	2.6	10.1
dont banques	4.8	1.8	6.6
dont assurances	2.7	0.8	3.5
dont impôts indirects secteur financier	7.0	–	7.0
dont banques	5.3	–	5.3
dont assurances	1.7	–	1.7

Source: Valeur ajoutée brute et emploi: OFS et SECO; effets fiscaux: cf. chapitre Informations en arrière-plan. Propres calculs Polynomics.

L'évolution du secteur financier en 2016

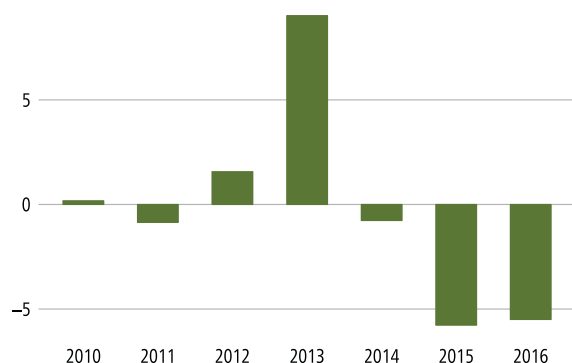
Presque 1 franc de valeur ajoutée sur 10 provient du secteur financier

Des défis de taille comme les taux d'intérêts négatifs, la numérisation, la compétitivité croissante ainsi que la baisse du montant de la fortune étrangère représentent un environnement professionnel exigeant pour les établissements financiers. Malgré ces défis, le secteur financier reste l'un des piliers importants de l'économie suisse en 2016 avec une valeur ajoutée brute nominale de près de CHF 60 milliards et 9,4% (contre 9,8% l'année précédente) de participation à la valeur ajoutée brute totale.* Avec CHF 30,3 milliards en 2016, la valeur ajoutée brute nominale du secteur bancaire reste légèrement supérieure à celle du secteur des assurances (CHF 29,5 milliards) malgré une baisse ces dernières années.

Sur le plan suisse, le secteur financier a toutefois connu une hausse inférieure à la moyenne en 2016. Le secteur financier se trouve actuellement dans un processus d'adaptation dynamique aux mutations économiques et techniques rapides, avec des répercussions correspondantes sur la valeur ajoutée brute réelle. Cette dernière a ainsi baissé de 3% par rapport à l'année précédente après correction de l'évolution des prix. Les banques ne sont pas les seules à consigner une baisse de la valeur ajoutée brute réelle. La branche des assurances a également dû encaisser une légère baisse de cette valeur, pour la première fois depuis plusieurs années.

Dans la comparaison inter-branches à long terme (cf. page 11) en revanche, on constate une croissance supérieure à la moyenne de la valeur ajoutée du secteur financier. Le secteur financier contribue donc de manière essentielle à l'augmentation de la prospérité en Suisse.

Figure 1: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle banques
Évolution en %



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

Tableau 2: évolution de la valeur ajoutée brute 2016

	en %
Macroéconomie	1.4
Secteur financier	-3.0
Banques	-5.5
Assurances	-0.1

Source: OFS et SECO.

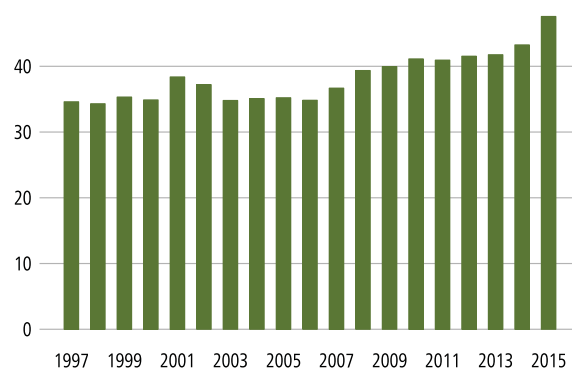
Le secteur bancaire achète plus de prestations en amont

Comme illustré sur la figure 1, le secteur bancaire subit une baisse de la valeur ajoutée brute réelle depuis 2014, et donc aussi l'année dernière, après la phase de croissance en 2012 et 2013. Le développement comparativement volatil du secteur bancaire reflète les séquelles de la crise financière et des adaptations des stratégies commerciales décidées pour répondre aux conditions-cadres exigeantes, comme par exemple les taux d'intérêts négatifs.

La forte hausse de l'achat de prestations en amont pour une valeur de production brute relativement stable en est l'une des raisons: la participation des prestations en amont à la valeur de production brute a ainsi augmenté de 35% en 2006 pour atteindre 48% en 2015 (cf. figure 2) pour le secteur bancaire. Cette évolution exprime une augmentation des externalisations et donc la baisse de la profondeur de valeur ajoutée dans les banques. Dans les autres branches, l'importance du secteur bancaire comme client est donc en hausse.

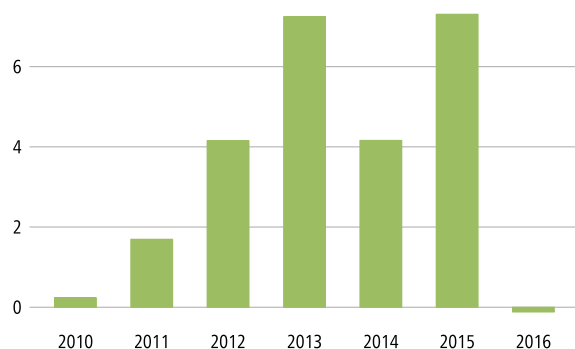
L'observation de certains indicateurs fait montre de grandes différences. L'année dernière, les bénéfices issus des transactions en intérêts (-2,7%) ont connu une

Figure 2: Évolution des prestations en amont du secteur bancaire
Participation à la valeur de production brute en %



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

Figure 3: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle assurances
Évolution en %



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

baisse moins importante que les commissions et prestations (-6,7%). Le chiffre d'affaires commercial généralement bas en raison des incertitudes économiques et géopolitiques montre que le secteur bancaire a dû combattre sur plusieurs fronts en 2016.

Le volume de crédits s'est quant à lui développé positivement l'année passée, de manière fort réjouissante. En raison de l'érosion des marges suite aux taux d'intérêts bas et de la concurrence croissante de prestataires alternatifs tels que les caisses de pension, ce secteur d'activités n'a toutefois pas réussi à compenser les défis posés par les autres domaines.

Première baisse du secteur des assurances depuis 2002

Eu égard à la valeur ajoutée brute réelle en 2016, le secteur des assurances n'a pas réussi à maintenir l'augmentation des dernières années. Ainsi, la valeur ajoutée a été pratiquement la même en 2015 et en 2016. Pour les assurances vie, le niveau d'intérêts toujours faible du marché représente un véritable obstacle. Dans de nombreux secteurs de l'assurance vie, il a donc fallu accepter une baisse du volume des primes. Le secteur d'activité de l'assurance sinistres a quant à lui connu une évolution plus positive. Dans ce segment, l'année 2016 est synonyme d'une augmentation globale du volume des primes.

Le volume des primes perçues par les réassureurs a finalement aussi augmenté en 2016. Sur l'évolution de la valeur ajoutée, on note toutefois des effets uniques dans le domaine de la réassurance, avec pour conséquence que le bénéfice annuel des réassureurs a été plus bas.

Le secteur financier: un employeur important

En 2016, plus de 210 000 salariés (en équivalents temps plein) percevaient leur salaire du secteur financier selon les statistiques d'emploi de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le secteur bancaire est ainsi responsable de deux bons tiers des emplois. Avec un prorata de 5,6% dans l'emploi total en Suisse (hors secteur primaire), le secteur financier reste l'un des principaux employeurs en Suisse, malgré les turbulences traversées depuis la crise financière en 2008. La baisse de la performance économique en 2016 a toutefois laissé des traces sur le marché du travail. Les banques (-0,8%) tout comme les assurances (-1,2%) ont dû procéder à des suppressions d'emploi l'année dernière. L'évolution sur le marché du travail dans le secteur financier était ainsi inférieure à la moyenne suisse. Le nombre de salariés à l'échelle de la Suisse (hors secteur primaire) est stable alors que dans le secteur financier, on observe une faible baisse de un pour cent.

Tableau 3: le secteur financier en tant qu'employeur

	Banques	Assureurs
Emplois (ETP)	143 693	69 919
Évolution 2016	-0.8%	-1.2%
Part macroéconomie	3.8%	1.8%

Source: OFS. Les chiffres relatifs à l'emploi pour le secteur bancaire selon l'OFS ne sont pas les mêmes que ceux de la BNS. Reportez-vous au chapitre «Informations d'arrière-plan sur l'étude».

(*) Le rapport entre la valeur ajoutée brute du secteur financier et le produit intérieur brut s'élève à 9,1%. Le rapport entre la valeur ajoutée brute du secteur financier et la «valeur ajoutée brute avant correction» s'élève à 9,4%. La différence entre la valeur ajoutée brute avant correction et le produit intérieur brut (PIB) réside dans les impôts et les subventions sur les biens. Ces derniers étant calculés de manière générale et pas en fonction des différents secteurs, on utilise la valeur ajoutée brute totale suisse avant correction comme grandeur de référence pour la valeur ajoutée sectorielle.

Importance fiscale

Outre la contribution à la croissance du secteur financier, celui-ci apporte aussi une contribution essentielle aux recettes fiscales publiques grâce à l'imposition des bénéfices des établissements financiers, les revenus des salariés ainsi que l'imposition indirecte des prestations financières et des transactions sur les marchés financiers. La taxe à la valeur ajoutée, l'impôt anticipé et les droits de timbre sont considérés comme des impôts indirects. Les recettes de la taxe à la valeur ajoutée comprennent la TVA payée par les banques et assurances ainsi que la taxe occulte.

Les recettes fiscales totales du secteur financier de CHF 14,5 milliards en 2016 représentent un prorata de 10,7% dans les recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes. 50% à minima des recettes fiscales sont constitués des impôts sur le revenu et les bénéfices directs des banques et des assurances et de leurs salariés. L'imposition indirecte des prestations financières représente le reste des recettes fiscales générées par le secteur financier.

Un effet fiscal supplémentaire est produit par les liens économiques du secteur financier. Sa demande en prestations en amont génère ainsi de la valeur ajoutée et des emplois dans d'autres secteurs économiques (cf. page 15). Cet effet sur l'emploi engendre aussi des répercussions fiscales. En 2016, les estimations parlent de CHF 2,6 milliards pour cet effet. Ainsi, 12,6% de tous les impôts perçus en Suisse sont dus aux activités directes et indirectes du secteur financier. Ceci correspond aux dépenses de la Confédération pour la circulation, la défense nationale, l'agriculture et l'alimentation.

Tableau 4: l'importance fiscale du secteur financier en 2016 en milliards CHF

		Effet direct	Effet dans les autres branches	Total
Impôts directs	Banques	4.8	1.8	6.6
	Assurances	2.7	0.8	3.5
Impôts indirects	Taxe à la valeur ajoutée	2.5	-	2.5
	Impôt anticipé	2.9	-	2.9
	Droit de timbre	1.7	-	1.7
Effet fiscal total		14.5	2.6	17.1

Source: Voir chapitre Informations d'arrière-plan (remarque: l'effet fiscal total ne correspond pas obligatoirement à la somme des différentes valeurs pour des raisons d'arrondi).

L'année 2016 comparée à l'évolution à long terme

Différences entre banques et assurances

Quand on place la performance économique de 2016 dans un cadre à plus long terme, le secteur des banques se différencie de celui des assurances. L'an passé, la valeur ajoutée brute réelle du secteur bancaire était près de 30% supérieure au niveau d'il y a 20 ans. Pendant ce temps, le secteur des assurances a quant à lui réussi à plus que doubler sa valeur ajoutée brute.

Cette différence est principalement due à la crise financière de 2007/2008 et aux ajustements réalisés ensuite. Avec l'éclatement de la bulle dotcom en 2000/2001 et les ajustements entrepris dans les transactions transfrontalières de gestion de fortune sous une forme affaiblie en 2013/2014, le secteur bancaire a déjà résisté à trois périodes avec une baisse de valeur ajoutée brute au cours des deux dernières décennies. Le secteur des assurances en revanche a connu un développement stable et, hormis 2016, seule l'année 2002 a été une année de légère baisse de l'activité économique réelle.

Tendance en hausse possible dans le secteur bancaire

Si l'on analyse l'année 2016 selon l'aspect du développement à long terme, les conclusions sont différentes pour ces deux secteurs partiels du marché financier. Pour les assurances, l'année 2016 sera sûrement une exception. L'évolution en 2016 a en effet

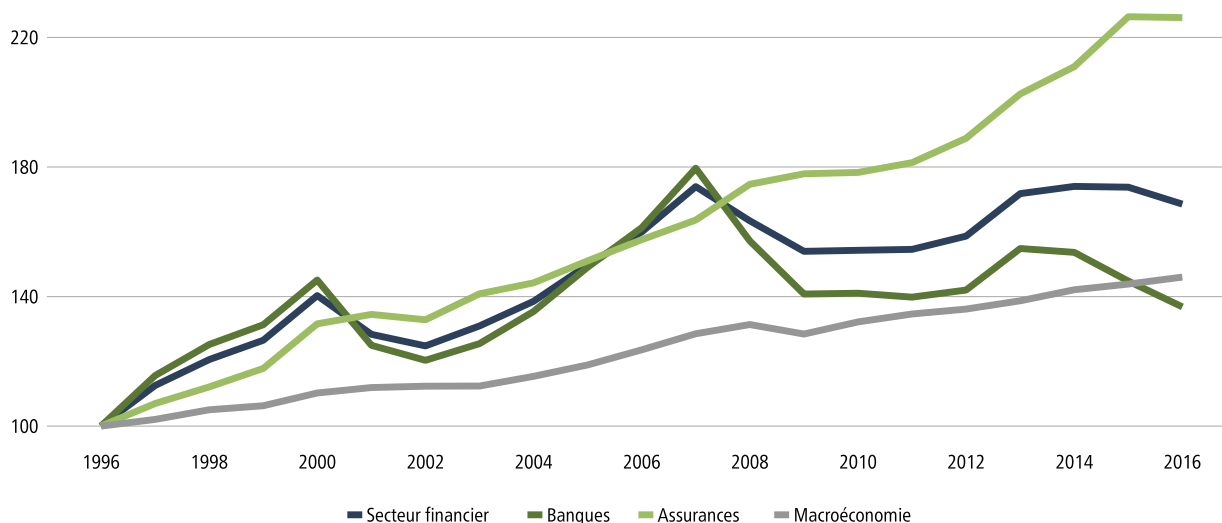
été marquée par les effets uniques dans le domaine de la réassurance, raison pour laquelle la croissance ne devrait pas manquer au rendez-vous dans les années à venir.

Dans le secteur bancaire, l'année 2016 se range dans la correction consignée depuis 3 ans de la croissance des années 2012 et 2013. Les efforts faits en matière d'externalisation devraient perdurer et continuer à atténuer la valeur ajoutée. Ces efforts portent toutefois déjà leurs fruits sous forme de bénéfices plus importants. Contrairement aux événements du passé, la baisse actuelle de la valeur ajoutée n'est pas due à des crises des marchés financiers, mais à des changements structurels.

Selon certains signes, le développement devrait s'améliorer pour l'année à venir. L'estimation trimestrielle du SECO ne présente certes qu'une croissance macroéconomique que légèrement positive (0,3%) du produit intérieur brut au 2^e trimestre 2017 par rapport à l'année précédente. Mais les développements dans le secteur financier (2,2%) soutiennent énormément cette évolution. Cette évolution positive est aussi confirmée par l'enquête consensuelle menée à l'été 2017 par Polynomics auprès d'experts du secteur des banques et des assurances (cf. page 17).

Une comparaison avec l'évolution macroéconomique (figure 4) montre la volatilité nettement plus élevée du secteur bancaire par rapport à celui des assurances. Ainsi la valeur ajoutée brute du secteur bancaire a bien

Figure 4: Valeur ajoutée réelle depuis 1996
Valeurs indexées (1996=100)



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

plus augmenté pendant les années de boom entre 1996 et 2000 (+9,8% par an) et entre 2002 et 2007 (+8,3% par an) que celle du secteur des assurances (+7,1% et +4,3% par an). Dans la dernière phase de croissance en 2012 à 2013, la différence entre banques et assurances s'est quelque peu réduite. Ainsi le secteur bancaire a augmenté sa valeur ajoutée brute réelle de 9% par an lors de cette phase, contre 7,2% par an pour les assurances.

Si l'on observe la croissance moyenne entre 1996 et 2016, le secteur bancaire, avec une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle de 1,6%, se place toutefois derrière les assurances (4,2%) ainsi que derrière le développement macroéconomique (1,9% par an) en raison des diverses corrections.

Influence sur le marché du travail suisse

Dans l'évaluation du développement à long terme du secteur financier comme employeur et le classement de l'année 2016 dans ce développement, les banques et les assurances présentent une différence moindre concernant le développement de la valeur ajoutée brute réelle. L'emploi (mesuré en équivalents temps plein) était près de 20% supérieur à la valeur de 1996, aussi bien dans les banques que les assurances ou encore la macroéconomie. Ainsi la croissance annuelle moyenne était de tout juste 1% dans les secteurs précités.

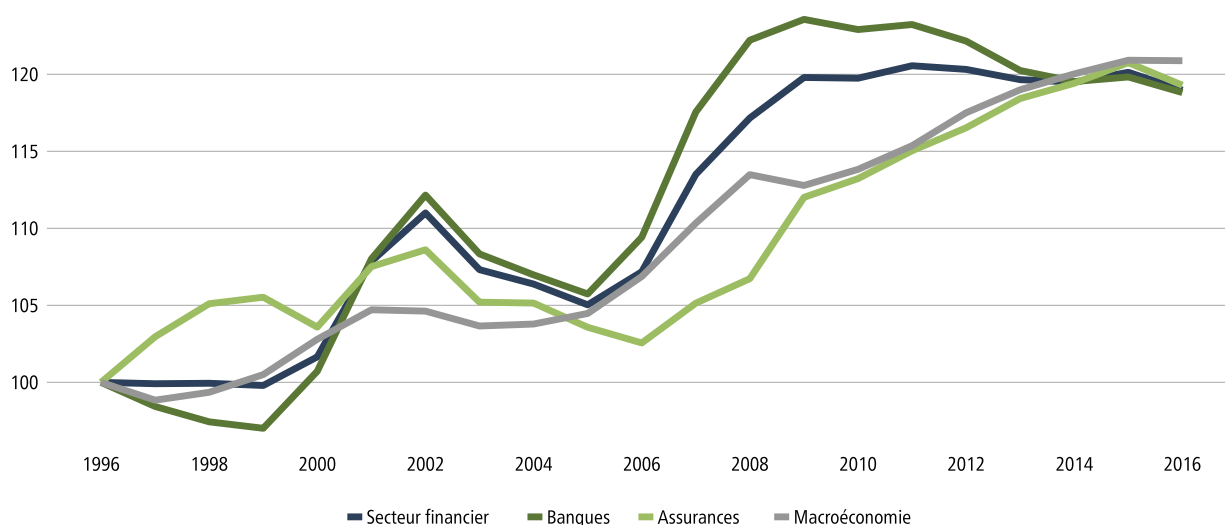
La croissance similaire sur toute la période d'observation de l'emploi dans les banques et les assurances, et dans l'économie en général, masque des phases en partie très différentes de l'évolution de l'emploi. On note notamment que les banques ont

augmenté le nombre d'emplois de 4% chaque année entre 2005 et 2009 et que ce n'est qu'à partir de 2009, en réaction à la crise financière et suite au changement structurel, que l'emploi a ensuite baissé de 0,6% par an en moyenne jusqu'en 2016. Ainsi, l'emploi dans la branche des banques est d'un niveau équivalent à celui précédant la crise financière. L'économie des assurances en revanche n'a cessé d'augmenter le nombre d'emplois avec un taux de 1,5% par an jusqu'en 2016 après les suppressions d'emploi perpétrées de 2001 à 2006.

Comme pour le développement de la valeur ajoutée brute réelle, l'emploi aussi se caractérise par une évolution volatile pour le secteur bancaire par rapport au secteur des assurances. Ainsi le nombre de création de postes pendant les phases de boom ainsi que les suppressions d'emploi pendant les phases de récession sont supérieurs au développement associé du secteur des assurances.

Les crises financières de 2000/2001 et 2007/2008 ont eu un effet atténuateur sur le marché du travail suisse. Dernièrement, l'influence du secteur financier sur l'emploi en général semble toutefois avoir faibli. De manière globale, l'emploi n'a cessé d'augmenter depuis 2010 alors que dans le secteur financier, il est resté relativement constant depuis 2009. La macroéconomie n'a pas non plus suivi la même tendance à la baisse que le secteur financier en 2016 en restant au niveau de l'année passée. Ceci est notamment dû au fait que le marché du travail suisse a fortement profité de la croissance dans d'autres secteurs des services, comme la santé publique ou l'informatique par exemple, au cours des dernières années.

Figure 5: Évolution des équivalents temps plein
Valeur indexée (1996=100)



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

Comparatif entre branches et pays pour le secteur financier

Le secteur financier présente une productivité supérieure à la moyenne

L'analyse de l'évolution à long terme tout comme la comparaison avec les autres branches et pays montrent que le secteur financier représente l'un des secteurs économiques prépondérants de l'économie suisse. Si l'on observe par exemple la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute entre 1996 et 2006, les assurances, avec plus de 4%, font partie du top quatre en matière de croissance dans la comparaison entre branches. Mais les banques aussi présentent une croissance annuelle élevée de 1,6% (cf. figure 6).

L'importance du secteur financier ne se manifeste pas seulement dans les taux de croissance annuels moyens plus élevés à long terme. Le fait que dans le secteur financier, il s'agit de branches qui appartiennent aux piliers porteurs de l'économie suisse en matière de productivité joue aussi un rôle essentiel. En 2016, le secteur bancaire a ainsi produit une valeur ajoutée brute de près de CHF 211 000 par équivalent temps plein, alors que la même valeur s'élevait à CHF 394 000 pour le secteur des assurances. La productivité du secteur bancaire représente donc environ 1,4 fois la productivité moyenne suisse et celle du secteur des assurances environ 2,7.

Concernant l'importance du secteur financier comme employeur, il faut faire la différence entre l'évolution à court terme et la tendance sur le long terme. Comme la

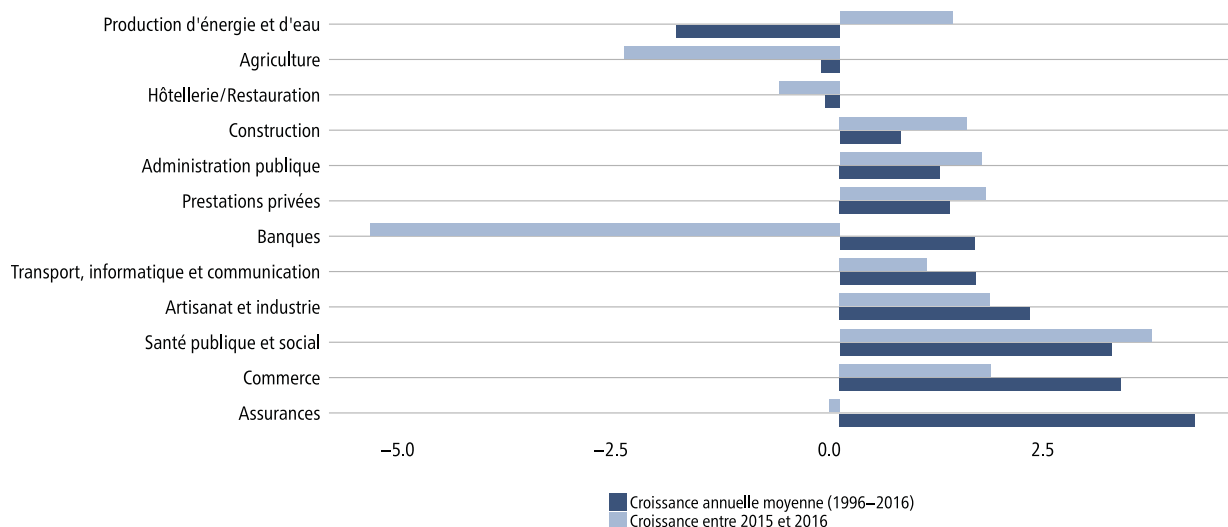
valeur ajoutée brute du secteur financier, l'emploi aussi a baissé en 2016. Sur le long terme, le secteur financier profite du décalage généralement observé en Suisse des secteurs industriels vers les branches des services, dans lesquelles la santé publique a déjà enregistré une augmentation bien plus nette de l'emploi.

Secteur financier suisse très important dans la comparaison internationale aussi

Le secteur financier suisse est un grand générateur de valeur ajoutée et se caractérise par des taux de croissance supérieurs à la moyenne, et pas seulement en comparaison avec les autres secteurs. Dans la comparaison internationale aussi, l'importance du secteur financier pour l'économie suisse est remarquable. Ainsi, le secteur financier joue un rôle macroéconomique dominant en comparaison avec les pays voisins et le Royaume-Uni après les ajustements entrepris depuis la crise financière de 2007/2008. Le prorata de valeur ajoutée brute du secteur financier au produit intérieur brut et ses 10% sont ainsi par exemple un tiers supérieurs à ceux du Royaume-Uni. Et par rapport à la France, l'Autriche ou encore l'Allemagne, cette valeur monte à 2,5 fois.

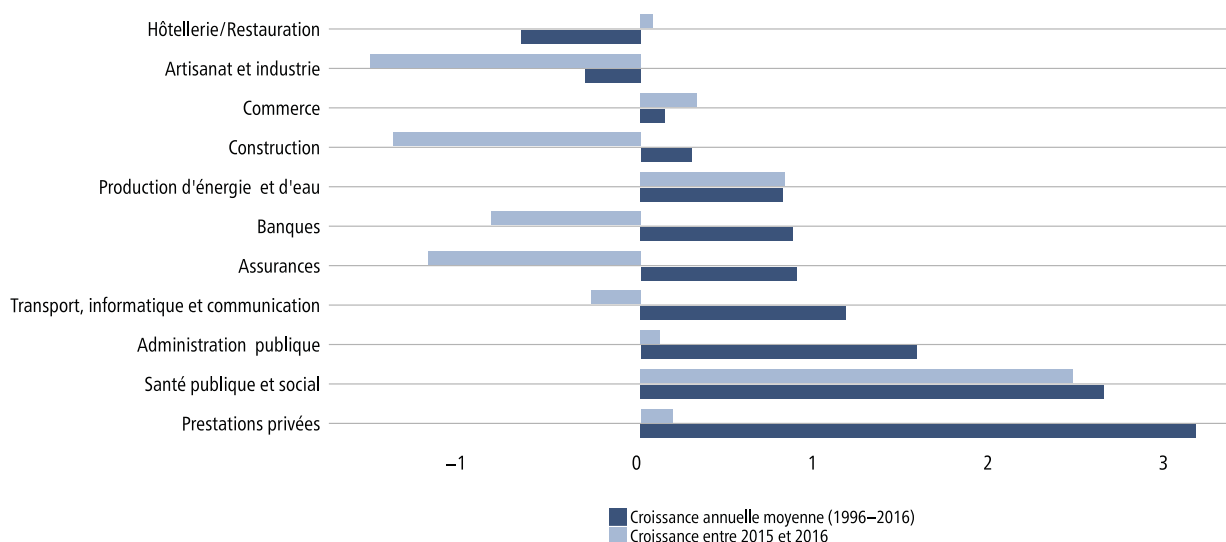
L'importance du secteur financier en Suisse est notamment due à l'orientation toujours très internationale de la place financière suisse. Dans les banques par exemple, la Suisse reste en 2016 le leader

Figure 6: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

Figure 7: Évolution du nombre de salariés (ETP)
Évolution en %



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

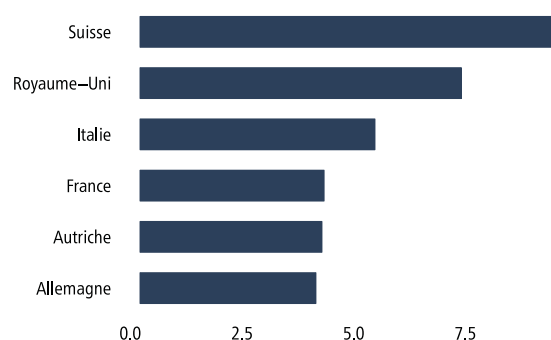
mondial dans le Private Banking conformément au Boston Consulting Group (BCG, 2017), avec 24,0% de parts de marché.

Les dernières évolutions du taux de change de l'euro et des intérêts, ainsi que les nouvelles conditions-cadres légales comme par exemple l'échange automatique d'informations (EAI) constituent des défis de taille pour le secteur bancaire. La part de fortune des clients étrangers a ainsi baissé au cours des dernières années. Elle est actuellement de 48,2%, alors qu'en 2007 elle était par exemple de 58,1%. Après une forte baisse pendant la crise financière, les fortunes totales gérées, y compris celles de clients étrangers, ont à nouveau augmenté à partir de 2011.

Le secteur des assurances aussi est touché par le développement des intérêts et du taux de change. De plus, la concurrence mondiale en matière de pays d'accueil des entreprises a gagné en élan au cours des dernières années. La forte contribution à la valeur ajoutée et la productivité supérieure à la moyenne ont pour conséquence que les marchés financiers internationaux font des efforts afin d'accroître la part de l'assurance et la valeur ajoutée associée. La Suisse dispose d'excellents prérequis à cet égard. Elle est ainsi dotée d'une densité très élevée d'assurances en comparaison avec les autres pays au monde, tout en jouant un rôle leader à l'échelle internationale dans le domaine de la réassurance. L'engagement croissant de sociétés d'assurance à dominante étrangère en Suisse et

la pression associée d'externalisation de fonctions de l'entreprise vers l'étranger mettent toutefois la croissance du secteur des assurances en Suisse en danger à moyen terme. Pour cette raison, les facteurs de localisation jouent un rôle prépondérant.

Figure 8: Participation du secteur financier au PIB
Participation de la valeur ajoutée nominale 2016 en %



Source: OFS, SECO et Eurostat. Mise en page Polynomics.

Évolution structurelle du secteur financier

Tableau 5: participation à la valeur ajoutée brute nominale 2015* du secteur concerné

Secteur bancaire	%	Secteur des assurances	%
Banquiers privés	0.6	Assurances vie	10.0
Banques régionales et Raiffeisen	8.7	Assureurs sinistres	32.2
Banques cantonales	15.3	Réassureurs	27.7
Activités liées aux prestations financières hors assurances	20.4	Assurances sociales	20.5
Autres banques	27.2	Autres	9.7
Grandes banques	27.9		

Source: OFS, Analyse des Finanzsektors innerhalb der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung in der Schweiz (analyse du secteur financier dans le bilan macroéconomique de la Suisse). (*) Au moment de la publication de cette étude, les données de l'année 2016 n'étaient pas encore connues.

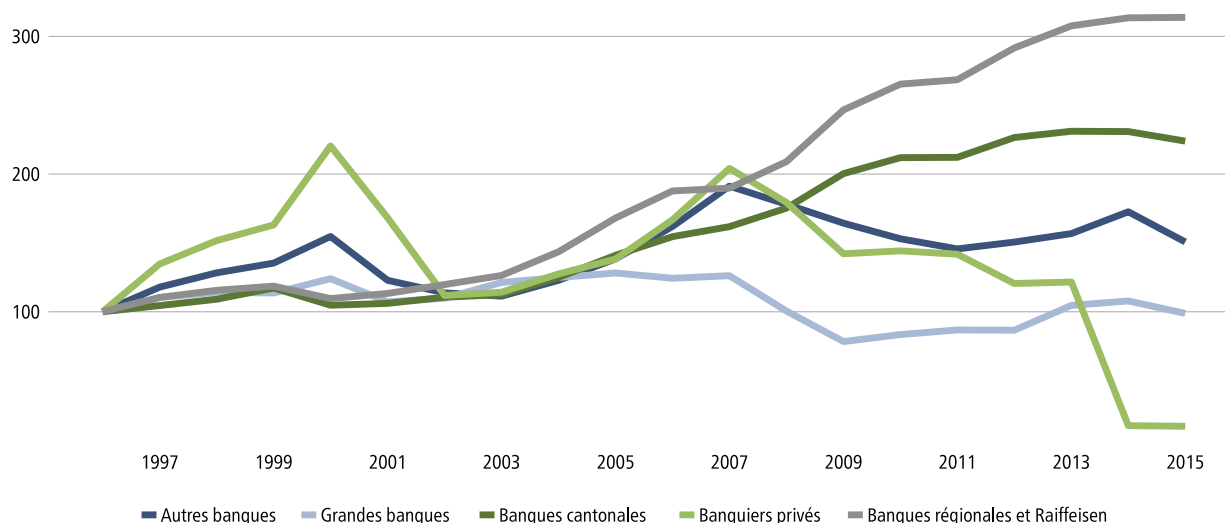
Les banques Raiffeisen, régionales et cantonales en hausse

Le secteur bancaire suisse comprend une grande variété d'établissements bancaires avec des modèles commerciaux différents. En 2015, le segment des grandes banques occupait la plus grande part avec près de 28% de la valeur ajoutée brute générée par le secteur bancaire. Les banques à dominante étrangère et les banques boursières, regroupées dans la catégorie «Autres banques», tiennent une part quasi-identique à celle des grandes banques, avec 27,2%. Puis viennent les banques cantonales (15,3%) et les banques régionales et Raiffeisen (8,7%).

Avec une hausse annuelle de 6,7% entre 1996 et 2015, la valeur ajoutée brute réelle des banques régionales et Raiffeisen a connu une croissance supérieure à la moyenne. Leurs parts de marché sont donc aussi parties à la hausse. Les banques cantonales, elles aussi, consignent une augmentation significative de la valeur ajoutée brute réelle au cours des 20 dernières années, même si, avec 4,9%, la croissance annuelle moyenne reste inférieure à celle des banques régionales et Raiffeisen.

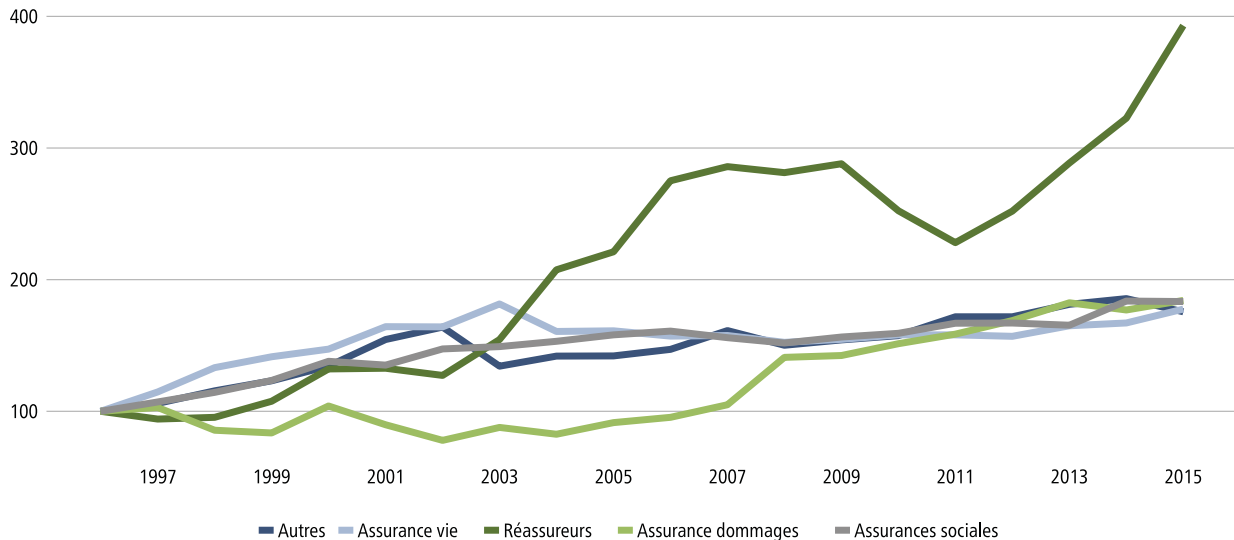
Au cours des près de 20 dernières années, les grandes banques n'ont en revanche pas réussi à faire croître leur valeur ajoutée brute. La figure 9 montre que ceci est principalement dû à la crise financière. La part de

Figure 9: L'évolution de la valeur ajoutée brute réelle banques
Valeurs indexées (1996=100)



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

Figure 10: L'évolution de la valeur ajoutée brute réelle assurances
Valeur indexée (1996=100)



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

marché des autres banques qui sont généralement axés sur la gestion de fortune est en baisse. La raison: la baisse de la fortune pendant la crise financière et surtout les répercussions des litiges juridiques en matière de fiscalité.

La volatilité élevée de la valeur ajoutée brute, notamment pour les grandes banques et la catégorie «Autres banques», est principalement due au fait que la «production» et donc la valeur ajoutée sont en grande partie composées de commissions qui dépendent directement de la Bourse.

Depuis 2014, l'importance des banquiers privés a largement baissé. Cinq banques privées jusqu'à présent gérées comme des sociétés en commandite ont en effet été transformées en sociétés par actions. Ces ajustements sont l'une des raisons pour lesquelles la participation de la valeur ajoutée des banquiers privés à la valeur ajoutée totale des banques est inférieure à 1% depuis 2014. Depuis cette date, ces banques sont donc intégrées dans la catégorie des autres banques. Pour terminer, les prestataires financiers proches des banques, comme par exemple les gérants de fortune, représentent le troisième groupe le plus important dans le secteur bancaire, avec un cinquième des parts.

Les réassurances en croissance

Le développement au sein du secteur des assurances a été plus stable, notamment depuis la crise financière de 2007/2008. En 2015, les assurances vie, sinistres et sociales ont présenté une valeur ajoutée brute réelle nettement supérieure à celle de 1996 (vie: +100%, sinistres: +74%, sociales: +90%). Depuis 2003 toutefois, les assurances vie consignent une baisse continue de leur valeur ajoutée brute et donc aussi de leur participation au secteur des assurances dans son ensemble. La raison réside principalement dans les rendements inférieurs des placements en capital, ce qui porte atteinte à l'attrait des assurances vie. L'évolution des réassureurs en revanche a été bien plus réjouissante. Ils contribuent en effet à plus d'un quart de la valeur ajoutée brute des assurances. Leur valeur ajoutée brute a nettement augmenté, surtout depuis 2011. Ceci est notamment dû à l'augmentation des recettes générées par les primes en raison d'une reprise de la réassurance dans la région de Zurich. Avec un prorata de près d'un tiers, les assurances sinistres sont toutefois encore plus importantes dans le secteur des assurances.

Contribution à la croissance et importance indirecte du secteur financier

Fort rayonnement du secteur financier sur les autres branches

La grande importance macroéconomique du secteur financier ne se limite pas aux près de 60 milliards de CHF de valeur ajoutée brute et à un prorata part en Suisse de presque 10%. D'autres secteurs économiques profitent aussi des prestations en amont qu'ils fournissent aux établissements financiers et à leurs salariés. La production de ces prestations en amont crée aussi de la valeur ajoutée et donc de l'emploi.

Ainsi les banques et assurances achètent les biens et les services dont ils ont besoin pour fournir leurs propres prestations à divers secteurs. Grâce à ces liens, le secteur financier est à l'origine d'une valeur ajoutée brute totale de CHF 21,7 milliards dans les secteurs fournissant des prestations en amont. A également été intégrée dans ce chiffre la valeur ajoutée brute générée par la consommation d'une partie de leur salaire par les salariés du secteur financier. Au total, on obtient donc un multiplicateur de valeur ajoutée de 1,5 pour le secteur bancaire et de 1,2 pour l'économie des assurances.

Cet effet de démultiplication se manifeste aussi sur le marché du travail. La valeur ajoutée brute générée par les branches en amont crée en effet de l'emploi dans ces secteurs. En plus des 213 000 salariés dans le secteur financier, les activités économiques des banques et assurances génèrent a minima 235 000

emplois supplémentaires dans les autres branches. On obtient ainsi un multiplicateur de l'emploi de 2,2 pour les banques et de 2,0 pour les assurances. Au total, en 2016, près de 450 000 postes à temps plein étaient liés directement et indirectement à l'activité des acteurs du marché financier, ce qui correspond à environ 12% de tous les emplois en Suisse.

L'action sur l'emploi du secteur financier, bien supérieure au multiplicateur de valeur ajoutée, est principalement due à la productivité du travail supérieure à la moyenne en comparaison aux branches en amont.

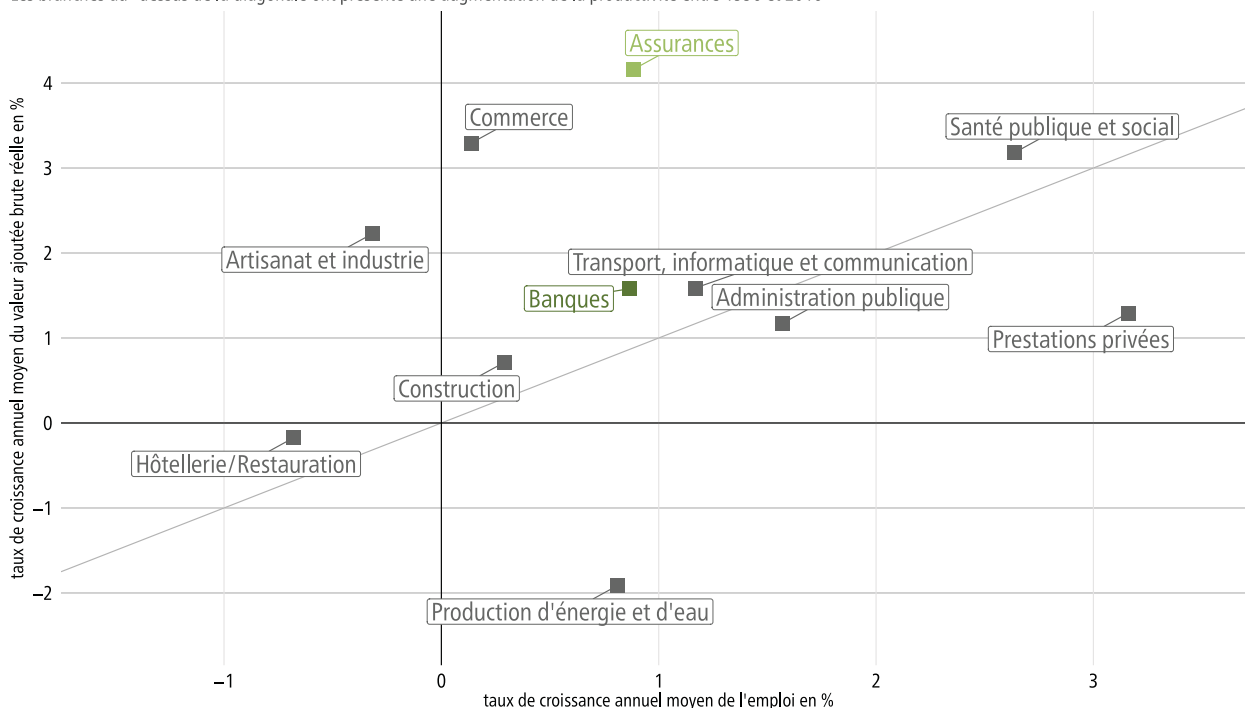
Tableau 6: l'importance directe et indirecte 2016 du secteur financier

		Valeur ajoutée brute nominale en milliards CHF	Salariés ETP / FTE
Banques	Importance directe	30.3	143 693
	Importance indirecte	15.0	166 225
	Effet total	45.3	309 918
Assurances	Importance directe	29.5	69 919
	Importance indirecte	6.7	69 579
	Effet total	36.2	139 498
Secteur financier	Importance directe	59.8	213 612
	Importance indirecte	21.7	235 804
	Effet total	81.5	449 416

Source: OFS et SECO. Propres calculs Polynomics.

Figure 11: Croissance de l'emploi et de la valeur ajoutée 1996–2016

Les branches au-dessus de la diagonale ont présenté une augmentation de la productivité entre 1996 et 2016



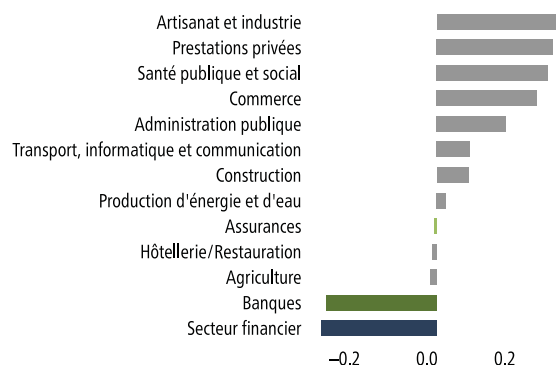
Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

2016: une année pas porteuse de croissance

Le secteur financier est l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie suisse dans la perspective à long terme. Entre 1996 et 2016, la contribution moyenne à la croissance macroéconomique s'élevait ainsi à 0,3 point. La contribution à la croissance à long terme a été le résultat d'une croissance de l'emploi et de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne (cf. figure 11).

La valeur brute ajoutée en baisse l'année dernière a toutefois entraîné une contribution négative à la croissance du secteur financier (cf. figure 12). Le ralentissement de l'activité du secteur financier ne se limite pas à la Suisse. Dans les pays européens comparables, comme la France et l'Italie, la contribution à la croissance a également été négative en 2016. En Autriche aussi, le secteur financier n'a pas généré d'impulsion positive pour la macroéconomie. L'Allemagne et le Royaume-Uni sont les seuls pays dans lesquels la contribution à la croissance du secteur financier a enregistré des valeurs légèrement positives.

Figure 12: La contribution à la croissance en 2016
En %



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

Évolutions à court et moyen terme du secteur financier

À court terme: perspectives de croissance réjouissantes

Comme le montrent les estimations du premier et du second trimestre 2017 du SECO, la valeur ajoutée brute a de nouveau augmenté, et notamment pour les banques, au premier semestre 2017. Ainsi, les économistes fédéraux parlent d'une croissance réelle de près de 2,2% pour le second trimestre 2017 par rapport au même trimestre en 2016. Ainsi la croissance du produit intérieur brut suisse (+0,3%) a été nettement soutenue par le secteur financier, et notamment au second trimestre 2017.

L'enquête consensuelle menée par Polynomics à l'été 2017 dans le cadre de la présente étude auprès d'experts suisses du secteur financier confirme ces perspectives réjouissantes. Les représentants du secteur financier sont issus à part égale du secteur bancaire et de celui des assurances et couvrent tous les secteurs d'activités pertinents.

Comme le montre la figure 13, les experts interrogés estiment que le marché financier connaîtra une hausse moyenne de la valeur ajoutée brute réelle de 1,5% à minima. La majorité des réponses était comprise entre zéro et 2,5% pour cette question. Cette perspective de croissance réjouissante pour les 12 prochains mois ne s'applique toutefois pas à l'identique aux deux secteurs des banques et des assurances.

Pour les assurances, la majorité des experts interrogés attendent une croissance de la valeur ajoutée brute réelle entre deux et quatre pour cent. En tenant compte de la

probabilité estimée par les experts et l'évaluation des prévisions concernant une éventuelle surestimation ou sous-estimation, on obtient une croissance moyenne de plus de 2,5% pour le secteur des assurances pour les 12 mois à venir.

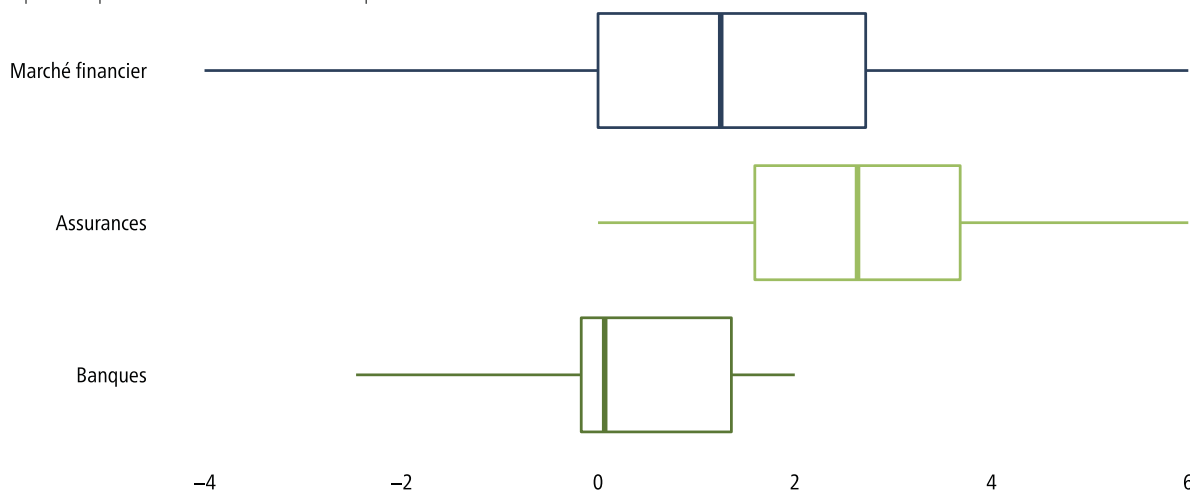
Pour les banques, les experts sont plus prudents. Ici, la plupart d'entre eux estiment une hausse de la valeur ajoutée brute réelle comprise entre zéro et 1,5% pour les 12 prochains mois. En moyenne, la croissance attendue est seulement légèrement supérieure à zéro.

De manière générale, l'estimation des experts quant à une croissance positive dans les 12 prochains mois se base sur des faits justifiés aussi bien pour les banques que pour les assurances. Ainsi, les personnes interrogées partent du principe que leurs prévisions devraient se réaliser avec une probabilité de 65%. De plus, 65% des personnes interrogées estiment leurs prévisions comme ni optimistes, ni pessimistes. La croissance attendue de la valeur ajoutée brute au cours des prochains mois, comprise entre zéro et 2%, correspond aussi aux autres prévisions accessibles publiquement pour le secteur financier.

La confiance prudente concernant l'évolution de la valeur ajoutée dans le secteur financier vaut aussi pour l'évolution des bénéfices dans de nombreux domaines. Ainsi beaucoup s'attendent à ce que la situation relative aux bénéfices se stabilise. Près de trois quarts des experts interrogés pensent en effet que les bénéfices devraient se stabiliser dans les 12 mois à venir alors qu'un expert sur cinq envisage même une augmentation pour le secteur

Figure 13: Prévisions à court terme valeur ajoutée

Croissance prévisionnelle pour les 12 prochains mois en %. Les carrés contiennent respectivement 50% des réponses et les traits verticaux dans les carrés indiquent la réponse médiane. Les antennes correspondent aux valeurs extrêmes.



Source: enquête consensuelle Polynomics

bancaire. Pour les assurances aussi, un tiers des personnes interrogées seulement pense que les bénéfices vont baisser. Les deux autres tiers prévoient des bénéfices stables, voire en hausse par rapport à l'année précédente. Dans le domaine des assurances, les experts interrogés restent pessimistes pour les domaines des assurances individuelles et collectives vie notamment en ce qui concerne l'évolution des bénéfices. Il faut noter que l'enquête a été réalisée avant les deux grands ouragans de 2017 et avant le séisme à Mexico. On ne peut toutefois pas estimer leurs répercussions sur la valeur ajoutée brute en Suisse des assureurs œuvrant à l'échelle mondiale.

À court terme: moins d'emplois

Concernant l'évolution de l'emploi, les experts interrogés sont d'accord pour dire que le nombre de postes va continuer à baisser aussi bien pour les assurances que pour les banques dans les 12 mois à venir. Ceci devrait confirmer que les établissements sont en pleine mutation des modèles commerciaux pour respecter les exigences à venir. Comme le montre la figure 14, les experts partent du principe d'une baisse de l'emploi de près de 0,5% pour le secteur bancaire et celui des assurances. L'incertitude est plus grande pour les banques, comme le montrent les disparités dans la figure 14.

À moyen terme: perspectives prudemment optimistes

Si les experts sont globalement d'accord sur les estimations à court terme pour le secteur bancaire et financier, leurs estimations quant aux opportunités de croissance à moyen terme sont très différentes. Pour le secteur bancaire, les prévisions pour les cinq prochaines

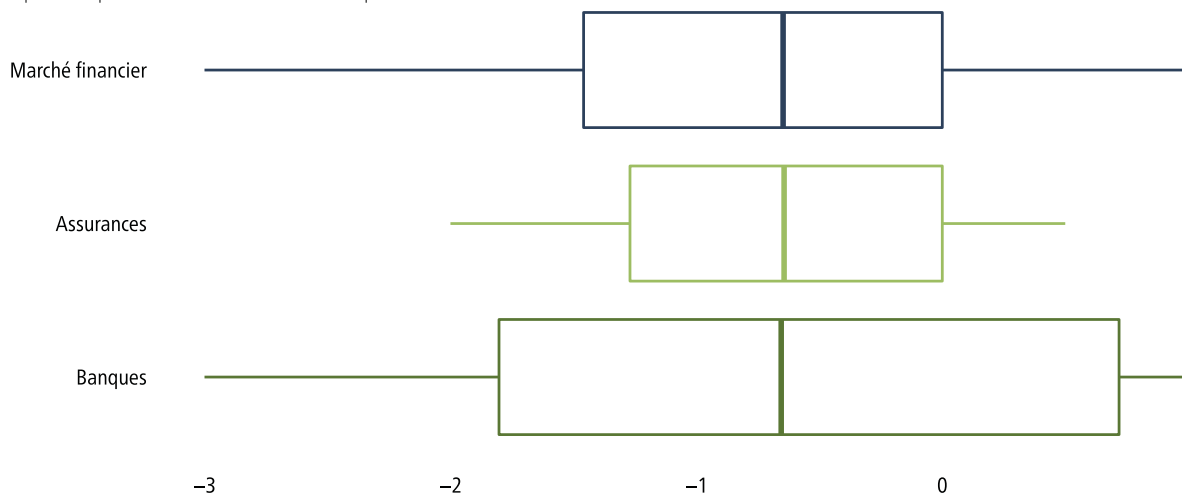
années sont confiantes avec près de deux tiers des experts pensant que la croissance sera supérieure à celle des cinq dernières années. Pour les assurances en revanche, près de la moitié des personnes interrogées pensent que la croissance de la valeur ajoutée brute sera identique à celle des cinq dernières années. Près de deux cinquièmes pensent même que la croissance sera relativement faible. Les situations de départ inégales devraient se refléter dans ces estimations: alors que le secteur bancaire est confronté à des baisses de croissance depuis trois ans, celui des assurances a sans cesse réalisé des taux de croissance positifs sur la même période.

À moyen terme: développement différent de l'emploi

En ce qui concerne le développement à moyen terme de l'emploi, la situation de départ entre le secteur bancaire et celui des assurances est également différente. Un tiers des experts interrogés attendent plus de suppressions d'emploi pour les cinq prochaines années que pendant les cinq dernières années pour le secteur bancaire, alors qu'un autre tiers pense à moins de suppressions. Le fait que le nombre de salariés baisse malgré des perspectives de croissance améliorées étaye la thèse selon laquelle la profondeur de valeur ajoutée par l'externalisation continuera de baisser. Pour le secteur des assurances, près de 90% des experts pensent que l'emploi augmentera moins qu'au cours des cinq dernières années.

Figure 14: Prévisions à court terme emploi

Croissance prévisionnelle pour les 12 prochains mois en %. Les carrés contiennent respectivement 50% des réponses et les traits verticaux dans les carrés indiquent la réponse médiane. Les antennes correspondent aux valeurs extrêmes.



Source: enquête consensuelle Polynomics

Les technologies financières et d'assurance se développent rapidement

La numérisation croissante fait avancer le changement structurel du secteur financier suisse. Les nouvelles technologies dans les domaines des finances et des assurances permettent ainsi aux banques et assurances d'optimiser leurs opérations et de proposer des prestations innovantes. Ces dernières années, le nombre de startups dans les technologies financières a largement augmenté et les investisseurs croient en leur succès. En 2016, ces entreprises représentaient un investissement de USD 24,7 milliards à l'échelle mondiale (KPMG, 2017). Après les grandes années d'investissement en 2014 et 2015, les montants sont certes en baisse, mais du point de vue historique, les investissements restent stables en 2016 (KPMG, 2017).

Les entreprises dans les technologies financières se servent de technologies modernes pour améliorer, ajuster ou réinventer les processus et les services. Parmi ces entreprises, on compte par exemple PayPal, qui appartenait autrefois à Ebay et qui a révolutionné les paiements avec de nouvelles technologies. Par technologie financière, on entend aussi des méthodes modernes visant à améliorer les processus d'assurance et appelées technologies d'assurance. La robotique permet ainsi par exemple d'automatiser les processus de souscription dans une assurance.

En Suisse, la scène des technologies financières et d'assurance est relativement petite si on la compare à d'autres places financières comme Londres, Singapour ou encore New York. De nombreuses startups du secteur misent en effet sur les marchés plus grands (Walter 2016). Elle est toutefois en hausse en Suisse aussi et s'est placée en tête de classement dans certains domaines comme par exemple la monnaie électronique. Les établissements établis s'adaptent aujourd'hui très rapidement à la numérisation et les clients se rendent de plus en plus souvent compte des changements. Au printemps 2016, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a lancé l'authentification vidéo et en ligne qui permet aux banques et assurances de s'adresser à leurs clients par voie numérique. De plus, les obstacles réglementaires s'opposant à la venue de nouveaux participants sur le marché sont peu à peu abolis. La Sandbox, un terrain de développement ne nécessitant aucune autorisation, permet aux startups dans les technologies financières de tester leurs idées dans les conditions réelles sous un certain seuil initial.

Le développement technologique change l'organisation dans les entreprises, les processus et la structure des marchés. Le panel d'experts ayant participé à l'enquête consensuelle de Polynomics a exprimé son opinion sur

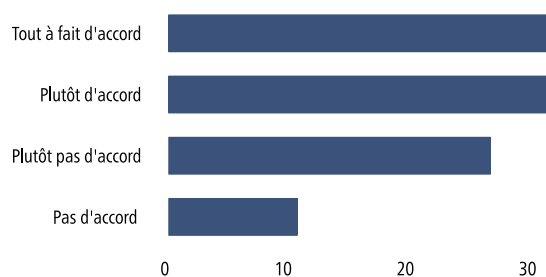
les trois thèmes du conseil aux clients, de l'interface avec les clients et de la concentration du marché en se basant sur des hypothèses. Les experts sont d'accord pour dire que le conseil aux clients sera en grande partie remplacé par la technologie et que l'accès aux clients devrait de plus en plus souvent être réalisé par des entreprises œuvrant dans les TIC. La concentration sur le marché financier devrait augmenter en raison de l'infrastructure, la recherche et le développement coûteux ainsi que les frais réglementaires.

Les produits complexes nécessiteront encore un conseil personnalisé à l'avenir

Les produits et prestations de la branche financière devraient devenir de plus en plus flexibles et personnalisés grâce aux nouvelles technologies. Il sera possible de mieux identifier les besoins des clients par le biais de l'analyse des données et d'ajuster les produits et prestations en fonction. La communication avec les clients passe de plus en plus par des canaux numériques et l'importance du suivi personnel classique dans la banque et l'assurance baisse. Tout juste deux tiers des experts interrogés pensent que le conseil aux clients classique perd en importance. Les réglementations actuelles, le scepticisme chez les clients et le besoin de contact personnel devraient toutefois freiner cette évolution.

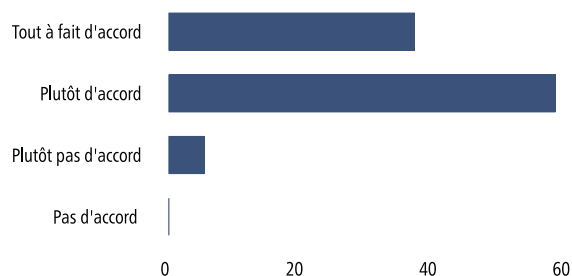
Il faut notamment faire la différence entre les produits financiers simples et ceux plus complexes. Les produits d'assurance simples par exemple, comme une assurance contre les vols en retard, sont des éléments de confort et peuvent être produits et exploités de manière très automatisée sans nécessiter beaucoup de conseil. Les produits plus complexes en revanche continueront de nécessiter un conseil personnalisé dans

Figure 15: Le conseil clients classique perd en importance
Prorata de citation en %



Source: enquête consensuelle Polynomics

Figure 16: L'interface avec les clients restent chez les entreprises établis
Prorata de citation en %



Source: enquête consensuelle Polynomics

un avenir proche.

Selon les experts, les clients présenteraient souvent un comportement hybride: les clients s'informent en ligne sur les produits et services, mais signent ensuite hors ligne. Il faut finalement tenir compte du fait que les nouvelles technologies menacent le contact avec la clientèle, mais ouvrent aussi de nouveaux canaux pour s'occuper d'eux. Le contact n'aura peut-être plus lieu en agence ou en filiale, mais pourra se faire sur des chats ou par vidéo (p. ex. Skype ou Facetime).

Les acteurs établis sur le marché financier devraient continuer à occuper l'interface avec les clients.

Les technologies financières et d'assurance peuvent être considérées comme une menace ou comme une opportunité pour les entreprises établies sur le marché financier suisse, grâce à leurs modèles commerciaux et services innovants. La numérisation avec des développements dans des domaines comme le RoboAdvice, l'intelligence artificielle, les capteurs ou l'analyse des données modifie l'interface entre les banques et assurances et les clients.

Presque tous les experts interrogés sont d'avis que les entreprises établies doivent continuer à occuper cette interface avec le client. Les nouvelles entreprises œuvrant dans les technologies financières et d'assurance sont soit rachetées, soit intégrées. Quelques-unes joueront un rôle dans des niches éventuellement. Les joint-ventures entre entreprises établies et sociétés technologiques sont également une solution possible. Les entreprises établies ne doivent toutefois pas rester passives. Elles doivent dès aujourd'hui se pencher sur les nouvelles technologies et s'associer à des entreprises des technologies financières et d'assurance.

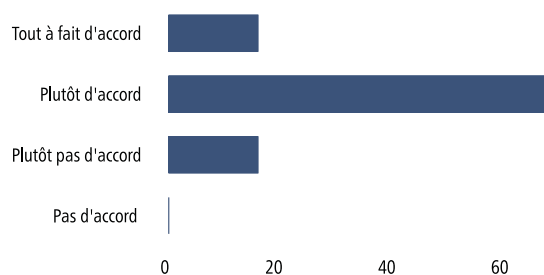
Pour une collaboration réussie avec ces entreprises,

elles doivent repenser leurs processus, formes d'organisation et concepts. Les acteurs du marché financier ne sont toutefois pas seulement confrontés à la concurrence de startups, mais aussi à celle des entreprises Internet ou technologiques comme Google, Apple, Amazon, Facebook etc. Google et Apple ont déjà fait leurs preuves dans les paiements et Amazon fait crédit aux entreprises, mais aussi aux particuliers. Il faut également observer avec soin les répercussions de la nouvelle directive européenne sur les services de paiement (PSD2) sur les banques suisses. La Suisse n'est certes pas tenue de l'appliquer, mais les banques suisses se penchent actuellement sur le sujet.

Concentration accrue en raison des économies d'échelle

La numérisation remet en question la chaîne de valeur ajoutée telle qu'elle est aujourd'hui, car elle simplifie sa désintégration et peut donc impliquer une certaine spécialisation. Les banques et assurances pourront profiter de cette spécialisation en fonction de la stratégie appliquée pour réagir aux technologies financières et d'assurance. Roland Berger (2017) a évalué le potentiel d'innovation et la maturité de divers produits de technologie d'assurance et en a déduit des stratégies pour les entreprises établies: copier, coopérer ou acheter. Roland Berger (2017) pense que la numérisation va apporter de nouveaux modèles commerciaux, mais également déclencher des améliorations dans les modèles existants. Une partie du modèle commercial peut ainsi par exemple permettre d'atteindre une expérience client améliorée et personnalisée avec des applis mobiles ou de mieux ajuster les produits aux assurés au moyen des Smart Analytics. Dans le secteur bancaire aussi, les entreprises établies réagissent aux startups dans les technologies financières. Selon le baromètre bancaire

Figure 17: La concentration de la branche augmente
Prorata de citation en %



Source: enquête consensuelle Polynomics

2017 (Association suisse des banquiers), on observe une tendance à la coopération.

Presque tous les experts interrogés pensent que l'analyse de données nécessite de forts investissements et qu'elle recèle donc des économies d'échelle. Les grandes entreprises en profitent, de sorte que la branche aura donc tendance à plus se concentrer. La confiance restera un élément essentiel de la relation client à l'avenir. Dans ce cadre, les grandes entreprises bien établies profitent d'un avantage grâce à leur réputation. Les experts ayant participé à l'enquête consensuelle de Polynomics sont donc plutôt sceptiques en ce qui concerne le profit qu'apportera la spécialisation sur le marché financier suisse aux startups dans les technologies financières et d'assurance. À la fin, elles seront obligatoirement dépendantes de l'accès aux clients et de la réputation des acteurs déjà présents sur le marché.

La cybercriminalité et la protection des données: les futurs thèmes réglementaires

Au cours des dernières années, la réglementation du secteur financier s'est surtout concentrée sur le fait de surmonter la crise financière de 2007/2008 et sur l'échange automatique d'informations. Avec la numérisation et la création associée de nouveaux arrivants sur le marché, la rupture des chaînes de valeur ajoutée ainsi que l'accroissement de l'externalisation,

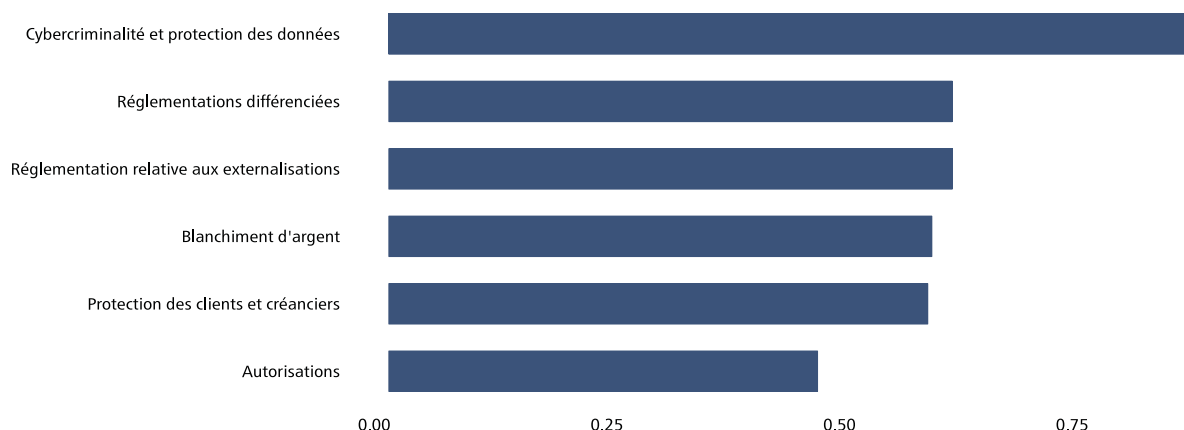
ce sont de nouveaux thèmes à réglementer pour l'avenir. Les experts ont estimé l'importance de différents thèmes réglementaires sur l'évolution future du secteur financier suisse.

Suite aux nouvelles opportunités associées aux big data, il faudra procéder à des ajustements de la protection actuelle des données clients. En fonction de la rédaction en Suisse et à l'international de ces réglementations, l'impact sur le secteur financier suisse sera soit positif, soit négatif.

Le nouveau Règlement général sur la protection des données (RGPD), qui concerne aussi les entreprises suisses, renforce la sphère privée des utilisateurs Internet et introduit des amendes élevées en cas d'infraction. En Suisse, la révision totale prévue de la Loi fédérale sur la protection des données reprend de nombreux aspects de la réglementation européenne. En fonction de la rédaction de l'ordonnance européenne et de la révision de la loi suisse, les modèles commerciaux numériques pourraient devenir plus chers ou être restreints.

Il n'est donc pas surprenant que la plupart des experts interrogés considèrent les réglementations en rapport avec la protection des données et la cybercriminalité comme très importantes pour l'avenir. D'autres réglementations qui leur paraissent jouer un rôle dans le futur sont la protection des investisseurs, le blanchiment d'argent et l'externalisation. Les réglementations en matière de blanchiment d'argent

Figure 18: Importance future des sujets de réglementation
Indice d'importance de pas du tout important (0) à très important (1)



Source: enquête consensuelle Polynomics

doivent par exemple être adaptées face à l'importance croissante des devises numériques. Les experts attribuent la même signification aux réglementations tenant compte de la structure des risques des entreprises. La rupture de la chaîne de valeur ajoutée et l'arrivée de nouveaux acteurs pourraient avoir pour conséquence que les différents prestataires financiers présentent des structures de risques différentes.

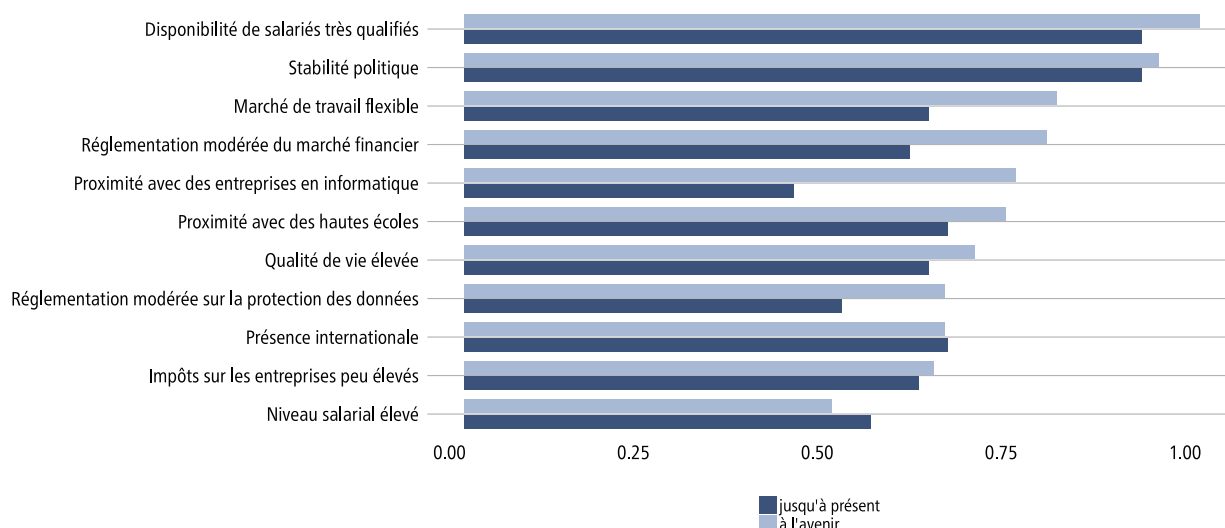
La réglementation pourrait en tenir compte de manière accrue à l'avenir. La licence pour les technologies financières prévue par la FINMA par exemple facilite l'achat d'une licence bancaire aux entreprises si elles n'acceptent les dépôts que dans une étendue limitée.

La disponibilité de collaborateurs hautement qualifiés est un facteur de localisation essentiel

Depuis des années, le secteur financier représente un pilier de croissance important de l'économie suisse. L'aménagement des critères de localisation est essentiel à cet égard. Dans le cadre des défis à venir, on peut se poser la question des facteurs de localisation qui étaient pertinents du point de vue de la branche financière jusqu'à présent et de ceux qui seront importants à l'avenir. Les experts interrogés ont donc évalué l'importance des facteurs de localisation pour le secteur financier suisse du point de vue actuel et en réfléchissant à l'avenir. Selon les experts, ce seront la disponibilité de collaborateurs hautement qualifiés et la

stabilité politique qui joueront un rôle particulier. La proximité avec des entreprises informatiques innovantes gagne aussi en importance. Une rédaction modérée de la réglementation des marchés financiers et la préservation d'un marché du travail flexible gagneront aussi en importance à l'avenir. Un niveau de salaire élevé sera moins important dans le futur.

Figure 19: Importance des facteurs de localisation
Indice d'importance de pas du tout important (0) à très important (1)



Source: enquête consensuelle Polynomics

Informations d'arrière-plan sur l'étude

Délimitation de la branche

En Suisse, la valeur ajoutée et l'emploi sont catégorisés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) selon les divisions économiques NOGA 2008. Dans la branche financière, la valeur ajoutée est subdivisée dans les divisions économiques des assurances (NOGA 65) et des banques (NOGA 64). Les données européennes sur la valeur ajoutée sont catégorisées selon les divisions économiques de la NACE révision 2, qui sont compatibles avec les divisions économiques NOGA 2008. Pour l'emploi, l'OFS a défini trois divisions économiques: les assurances (NOGA 65), les banques (NOGA 64) et les «activités auxiliaires de services financiers et d'assurance» (NOGA 66). Pour harmoniser cette troisième catégorie d'emploi, on la répartit sur le secteur bancaire et celui des assurances. Les sous-groupes 661100, 661200, 661900, 663001 et 663002 sont attribués au secteur bancaire et les sous-groupes 662100, 662200, 662901 et 662902 à celui des assurances. Ainsi, les chiffres relatifs à l'emploi pour le secteur bancaire sont différents de ceux des statistiques bancaires de la Banque nationale suisse (BNS) dans ce rapport.

Emploi en équivalents temps plein

Les chiffres relatifs à l'emploi dans ce rapport sont analysés en nombre d'équivalents temps plein (ETP). Lorsqu'on divise le total d'heures travaillées d'une branche par le nombre moyen d'heures réalisées chaque année par un employé à temps plein dans chaque branche, on obtient le nombre de postes équivalents temps plein de la branche concernée.

Productivité au travail

La productivité au travail correspond au rapport entre la valeur ajoutée brute et le nombre d'équivalents temps plein. La présente étude utilise la statistique de l'emploi (STATEM) de l'OFS pour comptabiliser les chiffres relatifs à l'emploi. Les données relatives à l'emploi STATEM sont différentes des données du SECO/OFS concernant la valeur ajoutée brute. Les données SECO/OFS sur la valeur ajoutée brute sont recueillies en fonction du concept d'entreprise et celles de la STATEM en fonction du concept d'exploitation.

La valeur ajoutée totale générée par une entreprise est donc imputée à une seule branche. Les données STATEM en revanche enregistrent les données par site de travail. Étant donné qu'une entreprise peut posséder plusieurs sites de travail qui sont imputés à des branches différentes, on crédite donc l'emploi aux différentes branches. L'utilisation des données STATEM permet donc de se faire une image plus précise de l'activité dans une branche. Ces chiffres ne peuvent toutefois plus être comparés avec la valeur ajoutée brute en raison de la différence de référence concernant la branche.

Pour calculer la productivité, il faut donc mesurer l'emploi de manière congruente à la délimitation entre branches pour ce qui est de la valeur ajoutée brute. La présente étude utilise donc l'emploi tel qu'indiqué dans la statistique structurelle des entreprises (STATENT) au niveau de l'unité institutionnelle pour calculer la productivité. Ces données STATENT sont publiées respectivement 20 mois après le mois de référence, raison pour laquelle dans cette étude, ce sont les données de l'année 2015 qui sont utilisées. L'activité du secteur bancaire et des assurances en 2016 est donc estimé en fonction des taux relatifs au changement mentionnés dans les données STATEM.

Étant donné que l'emploi tel que mentionné dans le rapport se base sur les chiffres STATEM et que des données STATENT sont utilisées pour le calcul de la productivité, on ne peut pas utiliser les données d'emploi et de valeur ajoutée brute pour le calcul des productivités également indiquées dans le rapport.

Sources pour la détermination de l'importance fiscale

Statistiques fiscales AFC, Compte de la Confédération tome 1, Tableau détaillé selon les activités économiques TVA (AFC), Rapport sur le marché de l'assurance (FINMA), Banques en Suisse (BNS), Charge fiscale: Chefs-lieux des cantons (AFC), Message sur la simplification de la TVA (08.053), Recettes par groupes de coûts (AFF), calculs internes.

Calcul des effets directs et indirects pour la détermination de l'importance économique du secteur financier

L'importance économique d'une branche peut d'une part être mesurée à sa contribution à la croissance macroéconomique ou d'autre part à l'importance de la branche comme employeur. Dans ce cas, on détermine la contribution immédiate ou directe de la branche pour l'économie globale.

Une entreprise se sert de diverses prestations en amont pour créer de la valeur ajoutée. Elle les achète auprès d'entreprises d'autres secteurs. Ces liens entre entreprises sont documentés dans la matrice appelée Input/Output. Sur la base de ces liens, on peut donc par exemple déterminer les effets supplémentaires déclenchés par le secteur financier auprès des différentes branches de prestations en amont pour l'année passée. Ces effets indirects peuvent être définis autant pour la valeur ajoutée (quelle valeur ajoutée a été générée sur la base de la demande du secteur financier auprès des branches en amont l'année passée?) que pour l'emploi (combien d'emplois ont profité de la demande du secteur financier l'an passé?).

Une troisième étape permet également de déduire un autre effet pour l'année passée. Ainsi différentes branches profitent du fait que les collaborateurs du secteur financier ont consommé et économisé leurs salaires l'année passée. Cet effet appelé induit de la consommation des salariés du secteur financier est également ajouté aux effets indirects documentés dans cette étude. Concernant l'interprétation des effets indirects et induits, il faut tenir compte du fait que ces calculs ne peuvent logiquement être utilisés que pour l'analyse de l'an passé. Ils ne peuvent être réutilisés pour les années à venir. Les secteurs en amont réagiront en cas de baisse éventuelle du secteur financier et essaieront de compenser cette baisse par des alternatives. De plus l'analyse occulte la demande des autres secteurs pour des prestations du secteur financier. Malgré ces restrictions, l'analyse des effets indirects et induits d'un secteur fournit des informations permettant de décrire et documenter la signification actuelle du secteur, et notamment aussi pour les autres branches.

Une enquête auprès d'experts comme base pour l'estimation de l'évolution future

Pour l'estimation de l'évolution à court et moyen terme dans le secteur financier, on peut se baser sur différentes approches méthodiques. On peut ainsi par exemple estimer la croissance attendue pour le futur dans le secteur financier en se basant sur des modèles prévisionnels. D'autre part, on utilise aussi souvent des enquêtes auprès d'experts. Dans ce dernier cas, il est possible d'intégrer les connaissances des personnes directement concernées dans les prévisions. En revanche, cette méthode a pour inconvénient que les prévisions obtenues ne correspondent pas obligatoirement au scénario économique total, comme c'est le cas pour les modèles prévisionnels. Dans la présente étude, les prévisions pour l'avenir se basent donc sur les déclarations d'un panel d'experts. Les prévisions ainsi obtenues sont ensuite comparées aux prévisions publiquement accessibles sur le secteur financier en se basant sur des modèles prévisionnels.

L'enquête auprès d'experts choisis a pris la forme d'un questionnaire en ligne aux mois de juillet et août 2017. Les 24 représentants préalablement contactés du secteur financier sont issus à part égale du secteur bancaire et de celui des assurances. Pour le choix des experts, nous avons veillé à couvrir tous les secteurs d'activités importants tels que les accidents/sinistres, individuelle vie, collective vie, réassurance, assurance maladie et d'autres domaines comme les services centraux ou encore la recherche dans le domaine des assurances. Dans le secteur bancaire, il s'agissait de représentants des domaines du Retail Banking, de la gestion de fortune, des transactions financières (y compris l'Investment Banking), la gestion des actifs et d'autres œuvrant dans les affaires publiques ou encore la recherche. L'enquête en ligne a été utilisée d'une part pour estimer le développement économique dans le secteur bancaire et des assurances. D'autre part, elle a également fourni des informations sur le thème spécifique à cette étude.

Sources littéraires

- Boston Consulting Group (BCG). 2017. Global Wealth 2017: Transforming The Client Experience. Boston.
- Office fédéral de la statistique (OFS). 2017. Analyse des Finanzsektors innerhalb der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung der Schweiz.
- KPMG. 2017. The Pulse of Fintech Q4 2016 - Global analysis of investment in fintech.
- Roland Berger. 2017. Kopieren, kooperieren oder kaufen? InsureTechs und die Digitalisierung der Versicherungsbranche. München.
- Association suisse des banquiers. 2017. Baromètre bancaire 2017: le développement conjoncturel des banques en Suisse. Bâle.
- Walter, C. 2016. Fintech, schmintech. dans Brenzikofer, T., L. Haldimann, C. Walter. 2016. Fintech. 5e édition swiss made software GmbH.

Polynomics AG
Baslerstrasse 44
CH-4600 Olten

www.polynomics.ch
polynomics@polynomics.ch

Telefon +41 62 205 15 70
Fax +41 62 205 15 80